

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 25/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IDEX BIORESSOURCES**

148-152 Route de la Reine  
92100 Boulogne-Billancourt

Références : VAT20250401  
Code AIOT : 0010000378

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement IDEX BIORESSOURCES implanté Avenue Louis Pasteur 28630 Gellainville. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IDEX BIORESSOURCES
- Avenue Louis Pasteur 28630 Gellainville
- Code AIOT : 0010000378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IDEX BIORESSOURCES exploite une plateforme de stockage d'agropellets en zone

industrielle, sur le territoire de la commune de Gellainville.

Cet établissement relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques :

- 1532 pour le stockage de pellets biocombustibles en cellules métalliques (96 243m<sup>3</sup>) ;
- 2160-2 pour les silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables (96 925 m<sup>3</sup>).

Ces activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 2 août 1999, complété par les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires des 26 décembre 2022 et 3 avril 2025.

#### Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Zones à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
2	Plan général des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	2 mois
3	Identification des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
4	Adéquation des produits ATEX / zonage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	2 mois
6	Conformité des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	2 mois
7	Protection contre le risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	2 mois
8	Moyens de défense	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	incendie			
10	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Demande d'action corrective	2 mois
13	Moyens de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Sans objet
9	Propreté des installations	AP Complémentaire du 29/03/2004, article 13	Sans objet
11	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
12	Prévention des risques d'incendie	AP Complémentaire du 03/04/2025, article 4.11	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Zones à risque d'incendie et/ou d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
<b>Constats :</b>

À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté son Dossier Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE).

Pour établir ce dossier IDEX BIORESSOURCES a été accompagné par le Cabinet d'Ingénierie pour la Prévention de l'Environnement Industriel (C.I.P.E.I.). Ce dossier comporte trois phases distinctes :

- **phase 1 - Délimitation du zonage Atex** : le classement des zones Atex a été réalisé suivant les normes EN 60079-10-1 et EN 60079-10-2. Ils sont décrits dans la partie 1 du dossier Atex. Un récapitulatif de la classification des zones Atex est résumé au paragraphe 3.6 du document. Une **zone 22** a été retenue à l'intérieur des boisseaux de chargement fer ou route dans la mesure où ils sont utilisés pour transiter les produits et du fait que les poussières soient susceptibles de créer une zone explosible, notamment par l'apparition de charges électrostatiques. Les autres équipements sont **Non Classés** dans la mesure où ils sont soit situés dans des lieux fortement ventilés, soit les poussières sont aspirées dans les équipements et, de ce fait, mis en dépression ;
- **phase 2 - Adéquation du matériel** : les tableaux d'adéquation, les planches photographiques et les certificats Atex sont présents respectivement en Annexe D, C et D du document. Les matériels déjà installés dans les zones à risque d'explosion avant le 1<sup>er</sup> juillet 2003 n'ont pas à être conformes à la directive 94/9/CE mais doivent répondre aux prescriptions minimales fixées dans l'annexe IIA de la directive 1999/92/CE. En particulier, les installations électriques existantes sont maintenues en exploitation à condition d'être validées dans le document relatif à la protection contre les explosions. Ces installations sont implantées dans les installations précédemment exploitées par la SCAEL et doivent disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C ;
- **phase 3 - Évaluation des risques Atex** : il a été observé au niveau du système de filtration et notamment des boisseaux du poste de chargement voie ferrée des événements explosion. Toutefois, les justificatifs relatifs au dimensionnement de ces événements ne figure pas en annexe du document.

Outre ces aspects, en application de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 3 avril 2025, l'exploitant a recensé les parties de son installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Il a déterminé pour chacune de ces parties de son installation la nature du risque (incendie et/ou explosion). Les aires de manipulation, manutention et de stockage des produits font partie de ce recensement. En particulier, les aires de manipulation, manutention et stockage des produits susceptibles de dégager des poussières inflammables sont recensées parmi les zones à risques d'explosion.

Suivant le zonage retenu par l'exploitant au niveau de la fosse de déchargement route n°1, seule la trémie de cette fosse est classée en zone 22, et le reste du poste de déchargement route « hors zone » suite à la mise en place d'une aspiration. Ce zonage ne corrobore pas avec le constat associé au point de contrôle n°3 relatif aux dépôts de poussières combustibles sur les parois de ladite fosse. Les mesures mises en place pour déclasser cette zone sont insuffisantes. Ces poussières doivent être traitées comme des sources susceptibles de former une atmosphère explosive. En particulier, dès lors que la présence d'un dépôt de poussières est observée sur le sol ou les surfaces, l'identification d'une zone 22 doit être envisagée si aucune mesure efficace ne permet d'éviter la formation de ce dépôt ou de l'éliminer.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°1.

Le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) doit impérativement mentionner les procédures et modes opératoires aboutissant à la délimitation finale des zones Atex, en justifiant ce choix pour les emplacements concernés et en les répertoriant sur le plan qui représente le zonage. Ces procédures et modes opératoires doivent également assurer la pérennité des mesures en place.

D'autre part, l'ensemble des justificatifs relatifs au dimensionnement des événements mis en place dans les différents équipements susceptibles d'être le siège d'une explosion doivent être annexés au DRPCE et tenu à la disposition de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Plan général des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

**Thème(s) :** Risques accidentels, Zones à risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- [...]
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- [...]

**Constats :**

L'exploitant a déterminé pour chacune des parties de son installation la nature du risque (incendie et/ou explosion). Les aires de manipulation, manutention et de stockage des produits font partie de ce recensement. En particulier, les aires de manipulation, manutention et stockage des produits susceptibles de dégager des poussières inflammables sont recensées parmi les zones à risques d'explosion.

L'exploitant dispose également d'un plan général des stockages indiquant ces différentes zones.

<p>Ces plans sont annexés au plan d'intervention pour la gestion des situations d'urgence du site.</p> <p><b>Le zonage retenu par l'exploitant ne corrobore pas avec le constat associé au point de contrôle n°3 de la présente inspection en regard des dépôts de poussières combustibles constatés sur les parois du bâtiment qui abrite la fosse 1 de déchargement route.</b></p> <p><b>Les mesures mises en place pour déclasser cette zone sont insuffisantes. Ces poussières doivent être traitées comme des sources susceptibles de former une atmosphère explosive. En particulier, dès lors que la présence d'un dépôt de poussières est observée sur le sol ou les surfaces, l'identification d'une zone 22 doit être envisagée si aucune mesure efficace ne permet d'éviter la formation de ce dépôt ou de l'éliminer.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 3 : Identification des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2).</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite in-situ a permis de constater que les emplacements, tels que ceux identifiés sur le plan de zonage, où des atmosphères explosives peuvent se former sont signalés au niveau de leurs accès par un panneau d'avertissement ou la présence de pictogrammes d'identification des zones à risque d'explosion EX.</p> <p><b>Toutefois, il a été constaté des dépôts de poussières combustibles sur les parois de la fosse de déchargement route n°1 classée par l'exploitant hors zone. Ces poussières doivent être traitées comme des sources susceptibles de former une atmosphère explosive. En particulier, dès lors que la présence d'un dépôt de poussières est observée sur le sol ou les surfaces, l'identification d'une zone 22 doit être envisagée si aucune mesure efficace ne permet d'éviter la formation de ce dépôt ou de l'éliminer.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°3.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Adéquation des produits ATEX / zonage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exigences essentielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme mentionné précédemment, la partie dénommée phase 2 - « Adéquation du matériel » du DRPCE dispose de tableaux d'adéquation, de planches photographiques et des certificats Atex, présents respectivement en Annexe B, C et D du document.</p> <p>L'examen par sondage de ces documents a porté sur les matériels présents dans les cellules de stockage, dont l'intérieur est classé en zone 20 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>sondes de suivi de la température : attestation SERDIA : sondes antistatiques, capteurs internes dont le montage est IP66, connexions : IP66 (équipement mis en place avant le 1<sup>er</sup> juillet 2003) ;</li> <li>sonde de niveau : capteur niveau haut NH - ATMI-78 : II1D Ex ta IIIC 70° IP68.</li> </ul> <p>Cet examen n'appelle pas d'observation.</p> <p>La visite in-situ a permis de constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>au poste de chargement fer : la présence de boîte de raccordement avec le marquage : EX 2 G/D, de vannes pneumatiques avec le marquage : EX II 3D T135°C, d'un extracteur rotatif ECR - DENIS - de 2023, n° de série : 135344, avec le marquage suivant : EX II 3D ck T125°C, en adéquation avec le zonage retenu par l'exploitant ;</li> <li>au poste de déchargement route (fosse 1) : <b>la présence d'un éclairage implanté dans le volume situé au-dessus de la fosse n°1 de déchargement route. Il appartient à l'exploitant de justifier de l'adéquation de cet éclairage en regard du zonage final retenu suite au constat associé aux points de contrôle précédents de la présente visite.</b></li> </ul> <p>Par ailleurs, les justificatifs relatifs aux bandes transporteuses ne figurent pas dans le DRPCE afin d'attester de leur conformité aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>



L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°4.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports relatifs à la vérification de ses installations électriques au titre des années 2024 et 2025.</p> <p>La consultation de ces rapports, conformément au constat porté au point de contrôle n°6 suivant, montre que les installations électriques de la société IDEX BIORESSOURCES sont contrôlées après leur installation ou suite à modification, dans le respect des fréquences réglementaires.</p> <p>Ces vérifications sont réalisées périodiquement par un organisme habilité et/ou compétent, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les observations émises dans ce cadre sont peu nombreuses.</p> <p>D'autre part, un suivi de la levée des écarts ou observations émises par les organismes dans le cadre de ces vérifications est formalisé.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Conformité des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100</p>

relative aux locaux à risque d'incendie.[...]

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

### **Constats :**

À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports suivants relatifs à la vérification de ses installations électriques au titre de l'année 2025 :

- rapport DEKRA référencé n°137465392501R002 du 28 mai 2025 relatif à la vérification des installations électriques du 22 et 23 mai 2025 au titre du Code de l'environnement fait état d'aucune observation. Ce rapport comporte notamment l'avis de l'organisme de contrôle sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- rapport DEKRA référencé n°137465392501R001 du 28 mai 2025 relatif à la vérification des installations électriques du 22 et 23 mai 2025 au titre du Code de l'environnement fait état de l'absence de vérification des matériels électriques en hauteur et inaccessibles en l'absence de moyens d'accès en sécurité mis à disposition, et d'une observation concernant le calibrage des fusibles du TGBT non vérifié. 1 Non-Conformité relative à la séparation des sources est également portée sur ce rapport : absence de possibilité de séparation de la source - Installer un dispositif de fonctionnement (date 1<sup>er</sup> constat 22/05/2025), niveau du risque évalué par le contrôleur : U2 - Plan d'action en cours, mais non finalisé : réparation provisoire en cours (matériel de 199 plus fabriqué), avec le remplacement de l'équipement prévu à terme ;
- le rapport DEKRA référencé n°E63466622501R001 du 1<sup>er</sup> mars 2025 relatif à la vérification initiale de l'armoire électrique située au niveau de la fosse 1 : prise de terre du neutre et des masses BT : impossibilité technique de réaliser une mesure de terre significative ;
- rapport ESARI du 18 août 2025 relatif au contrôle du poste d'alimentation électrique du site : sans observation ;
- rapport DEKRA référencé n°13746618/2501R001 du 11 juin 2025 relatif contrôle par thermographie infrarouge des installations électriques du 22 et 23 mai 2025 au titre du Code de l'environnement fait état d'aucune observation.

La consultation de ces rapports n'appelle pas d'autres observations. Le suivi formalisé de la prise en compte des conclusions des rapports présenté à l'inspection des installations classées est satisfaisant.

**La visite in-situ a permis de constater la présence d'un enrouleur alimentant une pompe vide cave**

<p>dans le volume pieds de l'élévateur E3 de la tour de manutention. Cet équipement ne dispose pas d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum, et ne possède pas une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°6.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 7 : Protection contre le risque foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.  Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.  La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'Analyse du Risque Foudre (ARF) du 17 juin 2024 (rapport APAVE n°134209799.001.EARF.001) ;</li> <li>• l'étude foudre du 1<sup>er</sup> octobre 2024 (rapport APAVE n°134310712.001.EETF.001) ;</li> <li>• le rapport DEKRA n°137466062401R001 du 13 juin 2024 relatif à la vérification complète réalisée le 11 juin 2024. Ce rapport fait état d'aucune observation ;</li> <li>• le rapport DEKRA n°137466062501R001 du 22 mai 2025 relatif à la vérification visuelle réalisée le 21 mai 2025. Ce rapport fait état d'aucune observation.</li> </ul>

<p>L'ARF et l'étude foudre ont été actualisées suite aux modifications portées aux installations par IDEX BIORESSOURCES dans le cadre de la reprise des activités précédemment exploitées par la SCAEL.</p> <p>Interviewé sur la présence de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sur les installations de stockage de pellets, l'exploitant a indiqué que les équipements précédemment exploités par la SCAEL ont été démantelés.</p> <p>Le suivi des éventuels impacts foudre, suite aux épisodes orageux notamment, sont enregistrés sur les fiches de ronde. La consultation par sondage de ces fiches n'appelle pas d'observation ; 3 compteurs : absence d'impact.</p> <p><b>L'exploitant ne dispose pas de carnet de bord de suivi de ses installations de protection contre le risque foudre.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°7.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 8 : Moyens de défense incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestions des situations d'urgence</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. [...] Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître,</li> <li>- les mesures de protection définies à l'article 10,</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie,</li> <li>- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li> </ul> </li> <li>• les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;</li> <li>• et le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure d'inertage,</li> <li>- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'intervention pour la gestion des situations d'urgence. Ce plan comporte :</p>

- un plan de situation, un plan de localisation des dangers présentés par les installations du site, des moyens d'intervention et des dispositifs de coupure des énergies,
- l'organisation de la société IDEX en matière de sécurité,
- un descriptif de l'environnement du site,
- une cartographie des distances de dangers avec les effets associés,
- un descriptif détaillé des installations et des équipements de sécurité,
- la liste des procédures (procédures de gestion : chargement/stockage/déchargement vérification des températures de stockage du pellet, procédure d'intervention en cas d'échauffement, procédures de maintenance (intervention dans les zones à atmosphère potentiellement explosible) et consignes : fiche réflexe gestion de crise, liste des numéros de téléphones utiles, fiche réflexe en cas d'échauffement de cellule, fiche réflexe incendie, fiche réflexe explosion, fiche réflexe en cas d'accident. Ces procédures et consignes sont disponibles sur site.

Une caméra thermique est tenue à la disposition du personnel sur site.

**Le plan d'intervention est incomplet ; il ne comporte pas :**

- une cartographie des distances associées aux effets de surpression en cas d'explosion, et d'éventration des cellules ;
- un plan faisant apparaître les mesures de protection mises en place, telles que les dispositifs de découplage et les surfaces d'événements.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°8.

Le plan d'invention est à compléter avec un plan afin de faire apparaître les mesures de protection existantes validées au travers de l'EDD de l'établissement, ainsi qu'un plan des distances associées aux effets de surpression en cas d'explosion, et d'éventration des cellules notamment.

Ce plan d'intervention pour la gestion des situations d'urgence actualisé est à transmettre au SDIS d'Eure-et-Loir.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 9 : Propreté des installations**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/03/2004, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Nettoyage des locaux

**Prescription contrôlée :**

Les installations sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les tuyauteries, les appareils et les équipements, afin de limiter au maximum leur risque d'envol. [...]

**Constats :**

Les parties visitées de l'installation, à l'exception des parois du bâtiment qui abrite la fosse n°1 de déchargement route, étaient propres, faiblement empoussiérées.

**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Conditions de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi de la température des produits ensilés

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection le suivi de la température des produits ensilés qu'il a mis en place sur son site de Gellainville :

- silothermométrie fixe comportant 11 sondes par cellules (8 sondes avec 5 capteurs en périphérie, et 3 sondes dotées de 6 capteurs au centre),
- seuil de l'alarme fixé à 45°C,
- report des alarmes sur les téléphones portables du responsable de la plateforme et du responsable biomasse, ainsi que sur la supervision installée dans le bureau d'accueil du site,
- une sauvegarde journalière de la surveillance en continu de la température des produits ensilés.

Actuellement, un unique produit est entreposé sur la plateforme IDEX BIORESSOURCES de Gellainville.

Le contrôle par sondage de la température des pellets ensilés a porté sur la cellule C1 :

- sonde 1 : 18°C ; 19,7°C ; 21,2°C ; 21,7°C ; 15,5°C ;
- sonde 2 : 16,7°C ; 19,3°C ; 20,9°C ; 21°C ; 15,7°C ;
- sonde 3 : 16,1°C ; 18°C ; 20,8°C ; 20,1°C ; 15,3°C ;
- sonde 4 : 15,5°C ; 17,9°C ; 20,6°C ; 20,7°C ; 15,2°C ;
- sonde 5 : 18,1°C ; 19,7°C ; 21,3°C ; 21,2°C ; 16,4°C ;
- sonde 6 : 18,9°C ; 21°C ; 21,2°C ; 21,4°C ; 17°C ;
- sonde 7 : 18,9°C ; 21°C ; 21,7°C ; 22°C ; 16,3°C ;
- sonde 8 : 17,8°C ; 19°C ; 21,2°C ; 21,2°C ; 15,6°C ;
- sonde 9 : 18,1°C ; 19,8°C ; 18,5°C ; 21,6°C ; 25,1°C ; 15,6°C ;
- **sonde 10 : 20,1°C ; 18,7°C ; 21,6°C ; 25,9°C ; 15,2°C ; HS ;**
- sonde 11 : 19,5°C ; 19,8°C ; 18,7°C ; 21,5°C ; 25,6°C ; 16°C.

**Un capteur de la sonde n°10 est hors d'usage.**

<p>D'autre part, l'exploitant dispose d'une procédure d'intervention en cas de phénomènes d'auto-échauffement.</p> <p><b>L'exploitant n'a pas transmis son plan d'intervention pour la gestion des situations d'urgence au SDIS d'Eure-et-Loir.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°10.</p> <p>Le plan d'invention complété en réponse au constat associé au point de contrôle n°8 est à transmettre au SDIS d'Eure-et-Loir.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 11 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements de manutention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe du présent rapport.</p> <p>Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Prévention des risques d'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/04/2025, article 4.11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant</p>

<p>est obligatoire pour les locaux de stockage couverts fermés, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.</p> <p>Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment sinistré.</p> <p>L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation d'un dispositif de détection automatique d'incendie couvrant la tour de manutention, le poste de chargement Fer et le TGBT, avec la mise en place d'une centrale d'acquisition et report des alarmes sur les téléphones portables ainsi qu'une alarme sonore in-situ, a fait l'objet d'un devis établi par la société SCUTUM.</p> <p>La commande associée à ce devis a été validée, et la mise en place de l'installation doit être finalisée dans les prochaines semaines (fin des travaux prévu avant fin octobre 2025).</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Moyens de protection

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Découplage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite in-situ de la tour de manutention du silo de stockage des pellets, il a été constaté que la porte d'accès à la galerie inférieure des cellules 1 à 5 était maintenue ouverte.</p> <p>D'autre part, cette porte s'ouvre de la tour de manutention vers la galerie. En l'absence de renforcement de son dispositif de fermeture, la tenue à la pression de ce dispositif de découplage reste à démontrer.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°13.</p> <p>Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• doivent être maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;</li> <li>• et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sur ou sous cellules vers les tours de manutention.</li> </ul>



L'obligation de maintenir les portes fermées doit être affichée à proximité et facilement visible par le personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois